

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 00457/116/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 DU 11.8.2026
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR LA CHANCELLERIE

Financement: Budget du MINJUSTICE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, lance pour le compte du Ministère de la Justice, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, en vue de l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour la Chancellerie.

2. Consistance des prestations

La consistance des prestations porte sur l'acquisition, le transport jusqu'au lieu de livraison des effets ci-après :

- 1- Fauteuils directeur ;
- 2- fauteuils Bureau;
- 3- fauteuils secrétaire ;
- 4- fauteuils visiteurs ;
- 5- climatiseur 2.5 CV.

3. Délais prévisionnels et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Appel d'Offres est de quarante-cinq (45) jours.

Le lieu de livraison est le Ministère de la Justice.

4. Allotissement

Le présent Appel d'Offres est en un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la fourniture relative au présent Appel d'Offres est de cinquante millions (50 000 000) de FCFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises nationales spécialisées dans le domaine de l'ameublement.

7. Financement

Les équipements objets du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère de la Justice, Exercice 2026, Imputation : 60 08 122 1 33000001 0360 524118.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics dont la liste figure dans le DAO, et dont le montant s'élève à cinq cent mille (500 000) FCFA.

Il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il doit être assorti d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou d'un organisme de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics, entraîne le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales (DAG), Service des Marchés Publics, Porte 410, dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales (DAG), Service des Marchés Publics, Porte 410, dès publication de l'Avis contre versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA représentant les frais d'achat du DAO, payable au trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 12 AOÛT 2026 date limite de réception des offres à 12h.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible (copie de sauvegarde) en plus de la mention Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 040/01PM/MINJUSTICE/2026 du 08 JUIL 2026 pour l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour la Chancellerie, dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Méga Octets (MO) pour l'Offre administrative ;
- 15 (MO) pour l'Offre technique ;
- 5 (MO) pour l'Offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : L'original physique du Cautionnement de soumission et la quittance d'achat du DAO doivent parvenir sous plis fermés au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410, dans les délais de la soumission en ligne.

13. Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement à la date et heure limite de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et a lieu le 12 AOÛT 2026 à 13h par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Justice dans la salle des Conférences du Ministère de la Justice sise au troisième étage du bâtiment central.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de l'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 h accordé par la Commission l'offre, sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1: Critères éliminatoires

15.1.1 : Critères liés à l'offre administrative

1. Absence du cautionnement de soumission ;
2. non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
3. fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces.

15.1.2 : Critères liés à l'offre technique

1. non-respect de 80% des critères essentiels;
2. absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
3. absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
4. absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant, le cas échéant ;
4. absence de la capacité de préfinancement ;
5. Non-respect du format de fichiers des offres

15.1.3 Critères liés l'offre financière

- 1- fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 2- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 3- absence d'un élément de l'offre financière (soumission, Bordereau des Prix Unitaires, Devis Quantitatifs et Estimatifs et sous détail de prix).

15.1.4 Critères éliminatoires d'ordre général

- 1- non-respect du format de fichier des offres ;
- 2- non-production du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention lu et approuvé ;
- 3- non-respect du délai prévisionnel de livraison ;
- 4- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des fournisseurs porteront à titre indicatif sur:

- Présentation de l'offre ;
- références du soumissionnaire ;
- moyens logistiques ;
- service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- qualifications du personnel ;
- méthodologie d'exécution de la livraison.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante, après application des remises proposées le cas échéant.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

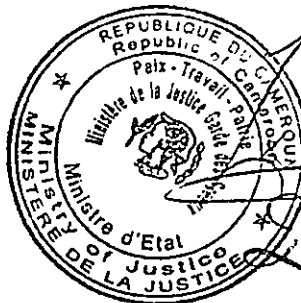
19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222 239 063

Yaoundé, le 08 JUIN 2026

Copies :

- MINMAP;
- ARMP;
- Présidente CIPM;
- SOPECAM ;
- Archivage.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. 2026 /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 OF 2026 FOR THE ACQUISITION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE MINISTRY OF JUSTICE

Financing: MINJUSTICE Budget

1. Subject of the Invitation to Tender

In order to improve working conditions, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals hereby launches on behalf of the Ministry of Justice, an Open National Invitation to Tender under emergency procedure for the acquisition of office equipment and furniture for the Ministry of Justice.

2. Scope of Services

The services shall include the acquisition and transportation to the place of delivery of the following items:

- 1- Executive chairs;
- 2- Office chairs;
- 3- Secretary chairs;
- 4- Visitors' chairs;
- 5- 2.5 hp air conditioners

3. Estimated Deadlines and Place of Delivery

The maximum deadline set by the Project Owner for the delivery of the items of this invitation to tender shall be forty-five (45) days.

The place of delivery shall be the Ministry of Justice.

4. Allotment

The services of this Invitation to Tender shall be executed in a single lot.

5. Estimated Cost

The estimated cost of the supply relating to this invitation to tender is CFAF fifty million (50,000,000) all taxes included.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to national firms or groups of firms specialised in the field of furnishing.

7. Financing

The equipment of this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Justice for the 2026 Financial Year. Budget Line No. 60 08 122 1 33000001 0360 524118.

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bidding shall be done online.

9. Bid Bond

Each bidder shall add to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional guarantee of CFAF five hundred thousand (500,000) issued by a banking institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, a list of which appears in the Tender File and valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of tenders.

The bid bond shall go with a receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. Any offer lacking a bid bond issued by a first-class banking or financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts shall be rejected. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Justice Department of General Affairs Public Contracts Service Room 410 upon publication of this invitation to tender.

It can also be consulted online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of ARMP www.arpmp.cm.

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender File can be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs DAG Public Contracts Service Room 410 upon publication of this invitation to tender and upon presentation of a

payment receipt into the Public Treasury of a non-refundable fee of CFAP fifty thousand (50,000) for the purchase of the tender file

It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. However, in order to bid online bidders must pay the tender file purchase fee.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest on 2026 at deadline for the reception of bids.

A back-up copy of the bid, saved in a USB drive or a CD/DVD, shall be forwarded within the allotted time for online submission, in a sealed envelope bearing the information "back-up copy" written in a clear and legible way, as well as Open National Invitation to Tender under emergency procedure (No. /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2026 of) for the acquisition of office equipment and furniture for the Ministry of Justice.

File size and format

For online bidding, the documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 Mo for the administrative offer;
- 15 Mo for the technical offer;
- 5 Mo for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded.

In case of malfunctioning of the COLEPS platform, failure to present the back-up copy shall lead to the rejection of the bid of the candidate concerned.

NB: The original hard copy of the bid bond and of the tender file purchase receipt shall be sent within the within the allotted time for online submission in a sealed envelope at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- Bids bearing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the deadline;
- Bids not in compliance with the submission method;
- Bids not bearing information on the invitation to tender.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Failure to provide a bid bond issued by a financial institution approved by the Ministry of Finance, or non-compliance with the templates of the Tender File shall result in the outright rejection of the bid without any recourse. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened in a single phase by the Ministry's Tender Board in the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building on 2026 at .

Only bidders or their duly mandated representative shall attend this opening session.

In keeping with the provisions of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

15.1.1. Administrative Documents

- 1) Absence of the bid bond;
- 2) failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session beyond the deadline of 48 hours after the opening of bids except the bid bond;
- 3) false declarations, fraudulent schemes, or forged documents.

15.1.2 Criteria relating to the Technical Offer

- Failure to meet 80% of essential criteria

2. Absence of a dated and signed integrity charter
3. Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses
4. Absence of leaflets with the manufacturer's information documents, where necessary;
5. Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance
6. Failure to comply with the offer file format.

15.1. 3: Criteria relating to the Financial Offer:

- 1) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2) Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 3) Absence of an element of the financial offer (bid, unit price schedule, bill of quantities, cost estimate, and detailed breakdown of prices).

15.1. 4: General eliminatory criteria

1. Non-compliance with the format of offers submitted online;
2. Absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) with each page initialed and signed by the bidder, with the inscription "read and approved";
3. Non-compliance with the estimated delivery deadline;
4. Absence of a sworn statement of non-abandonment of services for the past three years

15.2: Essential criteria:

These essential criteria for the qualification of suppliers relate to:

- the presentation of the offer;
- references of the bidder;
- logistics;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical personnel);
- qualification of the personnel;
- delivery execution methodology

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Tender Validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410 or online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and poor practices

For any complaint relating to corruption or poor practices, please call CONAC using 1517 or call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the Project Owner using 222 239 063.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- Chamberon CIPM
- SOPECAM
- Posting

Yaounde 03 JUL 2020

